

Dans les services de santé, *languages matter*

Par Marc Pomerleau, traducteur agréé

En tout temps, mais particulièrement en période de crise comme dans le cas d'une pandémie, la traduction et les langues comptent. Certains décideurs québécois et canadiens l'ont compris en produisant de la documentation multilingue sur la COVID-19, notamment les responsables des communications au sein de la Santé publique. D'autres ne semblent pas se rendre compte que les langues sont cruciales dans les temps difficiles et autorisent l'unilinguisme. Paradoxalement, parmi ceux-ci, on retrouve des hauts fonctionnaires de Santé Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec¹.

Il n'y a pas que des fonctionnaires qui ne semblent pas savoir que les langues et la traduction sont des vecteurs centraux de protection du public. Il y a quelques années, des gens s'étaient offusqués lorsqu'un hôpital montréalais avait osé poser une affiche trilingue français/anglais/espagnol dans une salle d'attente². Plus récemment, une affiche informative sur la COVID-19 en mandarin a été critiquée parce qu'elle alimentait, aux dires de certains, les préjugés sur ce virus³. Ces plaintes semblent toutefois relativement anecdotiques, puisque aucune autre n'a été relevée pendant la première année de la pandémie, et ce, bien que la Santé publique ait largement fait appel au multilinguisme pour informer la population.

Santé publique, COVID et multilinguisme

Ainsi, au cours de l'année 2020, les autorités sanitaires québécoise et canadienne ont produit des feuillets et affiches sur la COVID-19 dans une trentaine de langues chacune, pour un total de plus de quarante, dont une dizaine de langues autochtones. Les langues offertes sont tant celles des principales communautés issues de l'immigration (créole, espagnol, italien, mandarin, etc.), que celles des populations identifiées comme « à risque » par la Santé publique parce qu'elles sont relativement isolées (atikamekw, innu, yiddish, etc.). De plus, des messages audios multilingues ont été diffusés dans certains quartiers et des interprètes en langue des signes québécoise (LSQ) ou américaine (ASL) étaient présents lors de bon nombre de conférences de presse.

Santé publique et langues non officielles

Pourquoi traduit-on dans toutes ces langues quand elles ne sont pas officielles au Canada? Parce qu'il y va de la santé et de la sécurité de l'ensemble de la population. Parce que plus l'information est importante, voire vitale dans le cas d'une pandémie, plus il est nécessaire d'atteindre le plus de gens possible. Rappelons que ni le bilinguisme officiel canadien ni l'unilinguisme officiel québécois n'empêche les autorités de fournir des renseignements dans d'autres langues à la population. La Charte de la langue française stipule d'ailleurs que l'Administration peut utiliser des langues autres que le français dans l'affichage pour des questions de santé ou de sécurité publique.

Certains diront que les gens n'ont qu'à apprendre le français au Québec ou l'anglais ailleurs au Canada. Il est certes crucial de maîtriser le français ou l'anglais, ou les deux, mais il faut bien comprendre qu'il n'est pas ici question d'intégration. Il est question de la santé et de la sécurité de la population.

Unilinguisme, bilinguisme et multilinguisme

L'unilinguisme pose donc un problème en ce qui a trait à la protection du public. Au Canada, par exemple, 14 % de la population ne maîtrise pas l'anglais, soit environ 4,8 millions de personnes. De ce nombre, environ 4,1 millions sont unilingues francophones. Ces personnes ont droit au même niveau de protection que les autres. Voilà pourquoi il est inacceptable que le gouvernement fédéral ait suspendu, en début de pandémie, l'obligation d'étiquetage bilingue de certains produits sanitaires (autorisant de facto l'unilinguisme anglais), comme l'a d'ailleurs souligné plusieurs fois Donald Barabé, président de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec⁴. L'étiquetage bilingue anglais-français permet de rejoindre presque toute la population canadienne, mais laisse quand même en plan environ 650 000 personnes qui ne maîtrisent ni l'une ni l'autre des langues officielles du Canada.

Il est peut-être temps de cesser de penser en termes de bilinguisme anglais-français au Canada et de se pencher sur les bienfaits du multilinguisme, du moins dans certains domaines, comme la santé. Parce que la discrimination en raison de la langue, qui se manifeste parfois par le refus de traduire, est bien présente au Canada, que ce soit envers les minorités de langue officielle, les locuteurs de langues autochtones ou étrangères, ou ceux et celles qui utilisent une langue signée. L'étiquetage unilingue en est un exemple récent, mais la liste est longue : pensionnats autochtones, tentative de fermeture de l'hôpital francophone d'Ottawa, discrimination envers les allophones, etc.

De plus en plus de chercheurs se penchent sur les discriminations linguistiques en tout genre, qu'elles soient basées sur la langue maternelle, le registre employé, l'accent ou toute autre caractéristique linguistique. À leurs yeux, cette discrimination parfois appelée « glottophobie »⁵ n'est pas plus acceptable que celle liée au genre, à l'orientation sexuelle ou à la couleur de la peau.

Langues relevées dans les documents informatifs sur la COVID-19 produits par les gouvernements canadien ou québécois : français, anglais, allemand, arabe, atikamekw, bengali, chinois mandarin, coréen, créole haïtien, cri, déné, espagnol, farsi, grec, gujarati, hébreu, hindi, innu, inuinnaqtun, inuktitut, italien, lingala, métchif, mi'kmaq, mohawk, naskapi, ojibwé de l'est, ojibwé de l'ouest, ourdou, penjabi, polonais, portugais, roumain, russe, somali, swahili, tagalog, tamil, ukrainien, vietnamien, yiddish.



**STĂM ACASĂ PENTRU A
SALVA VIAȚI**

Aruncați șervețelele folosite

Păstrați distanța

Tușiți în cot

Spălați-vă pe mâini

Stați acasă

2 metri

Québec.ca/coronavirus

418/450/514/819
1 877 644-4545

Votre gouvernement

Québec

**בלייבן אינדערהיים מיינט
ראטעווען לעבנס**

ווארפט אוועק גענוצטע טישש

האלט זיך אפגערוקט

הוסט אריין אין אייער ארבל

וואשט אייערע הענט

בלייבט אינדערהיים

2 מעטער

Québec.ca/coronavirus

418/450/514/819
1 877 644-4545

Votre gouvernement

Québec

**COVID-19
PHÒNG KHÁM
SÀNG LỌC DI ĐỘNG**

KHÔNG CẦN HẸN VÀ MIỄN PHÍ

1. Pouliot, Gaétan. 2020 . « COVID-19 : Québec autorise l'achat de produits unilingues depuis février ». *Radio-Canada Info*. 30 avril 2020. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1698645/etiquetage-anglais-quebec-produits-unilingues>
2. Nguyen, Michaël. 2011. « De l'espagnol à l'hôpital – Affiche trilingue ». *Le Journal de Montréal/TVA Nouvelles*. 28 octobre 2011.
3. Trudel, Roxane. 2020. Une affiche en mandarin choque à Montréal. *24 Heures/TVA Nouvelles*. 14 février 2020.
4. Barabé, Donald. 2020. *Suspension de l'obligation d'étiquetage bilingue*. Lettre ouverte au Premier Ministre du Canada. 29 avril 2020. <https://ottiaq.org/app/uploads/2020/04/ottiaq-lettre-pm-canada.pdf>
5. Blanchet, Philippe. 2016. *Discriminations : combattre la glottophobie*. Paris : Textuel.

Références

- Bellavance, Joël-Denis. 2021. « Le Bureau du Conseil privé fait fi de la *Loi sur les langues officielles* ». *La Presse*. 9 mars 2021.
- Bourhis, Richard Y., Denise HELLY, D., Annie MONTREUIL, A et Lorna JENTZEN, L. 2006. « La discrimination linguistique et ethnique au Québec et au Canada ». *Capsule recherche*. Centre Métropolis du Québec, Immigration et métropoles. Septembre 2006.
- Dubreuil, Émilie. « Juifs ultra-orthodoxes et COVID-19 : une tempête parfaite ». *La Presse*. 4 avril 2020.
- Canada. 2020. *Maladie à coronavirus (COVID-19) : Ressources de sensibilisation*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/ressources-sensibilisation.html>
- Forgues, Éric, Boniface Bahi et Jacques Michaud. 2011. *L'offre de services de santé en français en contexte francophone minoritaire*. Moncton : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.
- Lecomte, Lucie. 2017. « Les langues autochtones dans l'édification d'un pacte de réconciliation ». *Notes de la Colline. Recherche et analyse de la Bibliothèque du Parlement du Canada*. 8 février 2017. <https://notesdelacolline.ca/2017/02/08/les-langues-autochtones-dans-ledification-dun-pacte-de-reconciliation/>
- Québec. 1977. *C-11 – Charte de la langue française*. Gouvernement du Québec.
- Québec. 2020. Publications du ministère de la Santé et des Services sociaux. Gouvernement du Québec. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/>
- Services aux Autochtones Canada. 2020. « Le gouvernement du Canada annonce du financement pour les communautés et les organisations autochtones afin de soutenir les réponses communautaires à la COVID-19 ». Communiqué de presse. 12 août 2020.
- Stack, Lyam. 2020. "'Plague on a Biblical Scale': Hasidic Families Hit Hard by Virus". *The New York Times*. 21 avril 2020.
- Statistique Canada. 2017. « Connaissance des langues officielles ». Recensement de 2016. Ottawa : Statistique Canada.

Marc Pomerleau est traducteur agréé et professeur de linguistique et traductologie à l'Université TÉLUQ. Ses recherches actuelles portent sur le multilinguisme et sur les liens entre traduction et politique.